



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

FONDS HISTORIQUE

1810-1982



0501170001-0501170006

Le fonds coté 0501170001 à 0501170006 est le fruit du regroupement artificiel de liasses hétérogènes relatives au XIX ème et XX ème siècles, récollées par la mission des travaux historiques dans le cadre de ses travaux, mais aussi, prélevées sur des fonds d'archives existants sans qu'il soit possible de les identifier ni d'en effectuer la réintégration.

Ce fonds intéresse le fonctionnement des deux Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.

Ce fonds sera conservé définitivement car il fournit, notamment au plan administratif, des éléments relatifs à l'histoire de la Caisse des dépôts.

Lors du classement, il a été procédé à nombreuses éliminations : doubles, documents sans intérêt historique.

Conformément à la partie législative du code du patrimoine (ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004), ce fonds sera communicable 30 ans à compter de la date des documents.

SOMMAIRE

1 AFFAIRES GENERALES

2 PAIEMENT D'INDEMNITE ET GESTION DE COMPTES

**3 CAISSES DE COMPENSATION DES CONGES PAYES,
PENSIONS, SOCIETES DE SECOURS**

4 FILIALES ET ASSOCIATIONS

5 CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

1. AFFAIRES GENERALES

0501170001

Rôle de la Caisse d'amortissement dans la construction des ponts de Bordeaux et de Cussac : extrait des minutes de la secrétairerie d'Etat, 26 juin 1810, 30 janvier 1812 ; organisation des deux Caisses [amortissement et dépôts et consignations], nominations et règles de gestion des personnels : lettre [signée Dutramblay] (23 septembre 1816), ordonnance du roi (13 janvier 1847), note relative à la carrière de Jean Tannery (sd) ; relations avec la Commission de surveillance : lettres du directeur général relative à un prêt accordé au préfet du Nord (23 janvier 1841), au taux de l'intérêt des fonds placés par la CDC au Trésor public (25 janvier 1841), à la gestion des valeurs détenues par le Trésor (2 novembre 1850) ; « la Caisse des dépôts et le marché des capitaux » : étude de Georges Plescoff, directeur, sd.

Problématique de la conversion de rentes d'Etat [en relation avec le Ministère des finances et la chambre des députés] : étude de l'antériorité, tableau, note, 1929-1934.

0501170002

Amortissement des obligations indemnitaires émises par la Caisse nationale de l'énergie, modalités, 1949-1953.

Participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises, analyse interne sur le rôle de la CDC, septembre 1967.

Locaux et implantations : étude, données chiffrées [notamment note relative à l'implantation d'un escalier mécanique au siège, 6 février 1968], 1968-1972.

Courrier départ [certains courriers portent la signature de François Bloch-Lainé et de Maurice Pérouse] : chrono de Louis Tissot, secrétaire général, 11 octobre-28 décembre 1966, 4 janvier-29 décembre 1967, 3 janvier-27 décembre 1968, 2 janvier-30 décembre 1969.

0501170003

Courrier départ [certains courriers portent la signature de François Bloch-Lainé et de Maurice Pérouse] : chrono de Louis Tissot, secrétaire général, 7 janvier 1970-16 décembre 1970, 4 janvier 1971-29 décembre 1971, 10 janvier-21 décembre 1972, 22 janvier-17 décembre 1973, 14 janvier-31 décembre 1974, 10 janvier-8 septembre 1975.

2 PAIEMENT D'INDEMNITE ET GESTION DE COMPTES

Indemnité de Saint-Domingue : avis de mise en paiement de la 5ème annuité de 1,500,000 francs, 16 juillet 1842.

Fusion des comptes « dépôts divers à conditions spéciales » et « établissements publics ou autres établissements assimilés » : note, arrêté, mai 1953-juin 1964.

Préparation, analyse et application de l'article 25 de la loi du 3 avril 1955 [relatif à la suppression de l'intérêt et des droits de garde afférents aux consignations de valeurs mobilières], 1953-1955.

Avantages susceptibles d'être accordés aux notaires : note aux trésoriers payeurs généraux, 1969.

3 CAISSES DE COMPENSATION DES CONGES PAYES, PENSIONS, SOCIETES DE SECOURS

Loi de juin 1936 sur les congés payés, obligation faite aux caisses de compensation des congés payés de déposer à la CDC un fonds de réserve [et possibilité d'y déposer également leurs fonds disponibles] : note, correspondance avec des caisses professionnelles, le Ministère du travail, le Ministère des finances, 1936-1949.

Pensions de retraite des employés des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations : ordonnance du roi portant règlement sur les pensions à accorder aux employés de la direction générale (28 août 1822), tableau des agents éligibles à une pension de retraite en 1866 et en 1869 (30 novembre 1866, 15 décembre 1868).

Pensions de retraite des ministères et administrations publiques, attributions : minutes d'ordonnance et d'avis de crédits des receveurs généraux, cités de janvier 1817 à novembre 1834, sd.

Caisse de retraites pour la vieillesse, modifications tarifaires introduites par la loi du 7 juillet 1856 : avis aux préposés, 15 octobre 1856 ; paiement d'arrérages par l'office allemand en Alsace-Lorraine : coupons, certificats de paiement, 1943.

0501170004

Réforme et évolution du mode de paiement des pensions de la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) : correspondance avec le Ministère des finances, la RATP, documentation juridique, note de service, 1948-1964.

Versement en 1969 d'une contribution spéciale par les collectivités au profit de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), modalités de mise en œuvre, 1968-1969.

Commission supérieure des sociétés de secours mutuels : procès-verbal [copie manuscrite] des réunions, 18, 26, 30 octobre 24 novembre, 4 décembre 1852, 11, 13 juin 1853, 6 août 1853.

4 FILIALES ET ASSOCIATIONS

Subvention à l'association Loisirs discothèque de France, 1960-1964.

SCIC (Société centrale immobilière Caisse des dépôts) : rapport d'ensemble de la Cour des comptes, note relative à ce rapport, mai 1963-août 1964.

SCET (société centrale pour l'équipement du territoire) : procès-verbal de l'audition par la Commission de surveillance d'un représentant de la Cour des comptes dans le cadre de l'examen des opérations de la SCET par la Cour, 10 janvier 1964.

Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE) : statut, rapport moral et financier de l'exercice 1965, 1966, 1967, note relative à la situation financière de l'année 1968.

0501170005

Création de la Fondation de France : dossier de présentation à la Commission de surveillance, séance du 27 septembre 1968.

SCDC, réunion des directeurs généraux [des filiales] : compte-rendu, 11 mai, 29 juin 1970, 19 juin 1972, 3 juillet 1973, 21 octobre 1974, 17 mars 1975, 20 mars, 13 novembre, 11 décembre 1978, 21 janvier, 19 février, 21 avril, 19 mai, 30 juin, 22 septembre, 20 octobre, 17 novembre, 15 décembre 1980, 19 janvier, 16 février, 16 mars, 13 avril, 18 mai, 17 juin, 2 septembre, 19 octobre, 16 novembre, 21 décembre 1981, 18 janvier, 15 février, 15 mars, 19 avril, 17 mai, 21 juin, 12 juillet, 20 septembre, 18 octobre, 17 novembre, 20 décembre 1982.

5 CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

Application de la loi du 31 mars 1837 relative au transfert à la Caisse des dépôts et consignations de l'administration des fonds des Caisses d'épargne [jusque là gérés par le Trésor public], : lettre [copie manuscrite] du directeur du mouvement général des fonds (31 mai 1837), lettre du conseil de direction de la Caisse d'épargne et de prévoyance de Paris (26 juin 1837), ordonnance du roi, (12 décembre 1837) ; dispositions législatives et réglementaires sur les Caisses d'épargne de 1816 à 1887 : table, correspondance, note, sd.

Emploi des fonds des Caisses d'épargne : tableau, 1871, 1888-1890.

0501170006

Caisses d'épargne, analyse des propositions, amendements et projets de lois antérieurs à 1895, 1870-1895 ; commission supérieure des Caisses d'épargne [François Bloch-Lainé membre] : dossier de séance, 27 octobre 1954, 26 octobre 1955, 25 octobre 1956, 23 octobre 1957, 21 octobre 1959.